



SNJ – SNJ-CGT – CFDT

DÉCLARATION

« *Debout pour le journalisme* » « *Stand up for journalism* »

Pluralisme en berne et emplois supprimés par milliers. L'accélération des concentrations dans la presse est une conséquence directe de la politique menée depuis 2007 par Nicolas Sarkozy. Lors des États généraux de la presse écrite, le chef de l'Etat n'avait pas caché ses intentions : favoriser l'émergence de géants du multimédia, en donnant les moyens aux entreprises de l'industrie des médias d'acquérir la « taille critique ».

Quatre ans après, cette « taille critique » se traduit par des salariés brutalement poussés vers la sortie, d'autres pressurisés sans fin, tout ça pour un mirage : le seuil de rentabilité.

A cela s'ajoute des attaques répétées contre le statut des journalistes, un accroissement vertigineux de la précarité, et les dérapages volontaires de l'appareil d'État à l'encontre de la protection des sources.

La profession étouffe. Et les journalistes se retrouvent coincés entre des conditions de travail en contradiction avec le respect des règles du métier et une perte de crédibilité grandissante vis-à-vis du public.

A qui profite le crime ? Aux amis des pouvoirs politiques et financiers, à ces grands patrons dépendant de la commande publique (armement, construction), mais aussi aux banques. On dit ces dernières au bord du gouffre, elles ne se portent pourtant pas si mal, puisqu'elles sont en train de faire main basse sur les médias.

Alerte rouge pour les quotidiens nationaux

Le constat est implacable : la presse quotidienne nationale est en grande souffrance. *France Soir*, titre historique de la presse française, pourrait bien disparaître avec la politique de gribouille menée par son propriétaire, l'oligarque russe Alexandre Pougatchev. Son projet de suppression de l'édition papier et de repli sur le web menace immédiatement 90 emplois sur 140. Ce passage au tout numérique entraînerait à coup sûr et à brève échéance la disparition de *France Soir*, les habitudes de son lectorat ne correspondant pas du tout aux modèles économiques sur la toile.

En sursis également, *La Tribune*. Le deuxième quotidien économique français a vu défiler six équipes dirigeantes en dix ans, perdu près de la moitié de ses effectifs depuis 2008 et reste dans une situation compliquée. La procédure de sauvegarde a été prolongée jusqu'au 5 janvier par le Tribunal de commerce de Paris.

Le Monde, le sacro-saint journal du soir, quotidien « de référence » est entre les mains du trio BNP (Bergé, Niel, Pigasse). Et les milieux financiers (notamment la banque Lazard) leur dictent une politique comptable au détriment des contenus et de la politique sociale.

Enfin, les titres à faible revenu publicitaire comme *La Croix* ou *L'Humanité* sont en sursis. Les aides à la presse, revues et « corrigées » par l'Elysée, la RGPP et le ministre de la Culture, ne visent qu'à favoriser les plus gros groupes multimédias-

Des titres régionaux ballottés

La presse quotidienne régionale ne se porte guère mieux, en atteste « *le plus gros plan social de l'année* » à l'actif du groupe Hersant Média (GHM), contraint il y a quelques jours de liquider son pôle de journaux gratuits (Comareg et HebdoPrint), et les 1 600 emplois qui y étaient affectés. Très endetté, pour avoir totalement manqué le virage du numérique sur son activité liée aux petites annonces, GHM est désormais en négociation exclusive avec le groupe La Voix du Nord, en vue d'un rapprochement des activités de presse des deux groupes.

Dans le Sud-Ouest, ce sont plus de 150 emplois, dont des dizaines de postes de journalistes, qui sont menacés au sein des Journaux du Midi, dans un plan social qui touche *Midi Libre*, *L'Indépendant* et *Centre Presse*. Plan social, encore, au *Parisien/Aujourd'hui en France*, qui brandit l'argument de la modernisation et du multimédia pour tailler dans les effectifs et mettre en péril la qualité de l'information.

Illustration d'une tendance lourde, les données sociales du SPQR font état d'un millier de postes de CDI supprimés, toutes catégories confondues, entre 2008 et 2010, dont 188 journalistes, sur la trentaine d'entreprises recensées.

A l'Est, c'est le Crédit Mutuel qui signe le retour d'un papivore. L'Autorité de la concurrence a donné le feu vert pour la prise de contrôle du groupe de *L'Est Républicain*. Ultime étape dans la constitution d'un géant de la presse inter-régional, le PDG du Crédit Mutuel, Michel Lucas, est désormais à la tête de neuf titres diffusés à plus d'1,1 million d'exemplaires. Son empire couvre plus de 30 départements dans sept régions du Nord-Est au Sud-Est.

Autre banque papivore, le Crédit Agricole est tout aussi insatiable même s'il fait dans la discrétion. L'opération Skyrock a pu intervenir après « l'alliance stratégique » signée par la banque verte et le groupe belge Rossel, propriétaire de *La Voix du Nord*. Déjà présent à hauteur de 12,5% dans le capital du groupe Centre-France/La Montagne, le Crédit Agricole est actionnaire à hauteur de 25 % du groupe Voix du Nord, une part qui montera à 35 % dans les cinq ans.

L'AFP menacée

A l'AFP, la politique menée par le PDG Emmanuel Hoog vise à briser le statut de 1957, dit statut de la Liberté, sous l'influence de l'Elysée qui cherche à contrôler cette entreprise, la seule agence de presse francophone à stature internationale. La réduction de la voilure mondiale de l'agence est également au centre des enjeux de cette politique.

Le bureau parisien de l'agence américaine AP est passé sous le contrôle d'une agence allemande, qui a également racheté l'agence photographique Sipa Press et a exigé un plan de licenciements. La nouvelle entité, DAPD, entend concurrencer l'AFP, à la grande joie de l'Elysée et des patrons de presse.

Dans la presse professionnelle, le ton est donné par le groupe NextRadioTV, qui veut imposer la création de rédaction unique au prix d'un nouveau plan de licenciements. D'autres éditeurs lui emboîtent le pas, mais dans la plus totale

discrétion pour tromper salariés et lecteurs.

Enfin, l'audiovisuel public est en crise. L'audience des deux principales chaînes de France Télévisions, France 2 et France 3, est en chute libre, sanction des choix calamiteux d'une direction obligée de s'entourer de proches du Président de la République.

Crise encore pour l'audiovisuel extérieur : France 24 et Radio France Internationale sont victimes d'une succession de luttes internes entre Pouzilhac, Ockrent et leurs préférés. Les têtes tombent, mais les salariés n'en peuvent plus...

Le service public est détourné de ses missions par un Président de la République qui en fait sa chasse gardée. Il intervient comme il veut quand il veut sur des antennes qui devraient d'abord informer, éduquer, distraire.

Au final, qualité de l'information, liberté d'expression et crédibilité des journalistes sont sacrifiés sur l'autel de la productivité. Mis à mal par les opérations financières comme par les manœuvres politiques des pouvoirs en place.

Face à cette situation, **les syndicats SNJ, SNJ-CGT et USJ-CFDT**, membres de la FEJ, la Fédération européenne des journalistes, interpellent tous les pouvoirs publics et tous les partis républicains.

Ils leur demandent de décréter un moratoire sur les concentrations dans les médias et d'adopter des mesures visant à rétablir un véritable pluralisme.

Ils demandent aussi que soit respecté le secret des sources et que la loi française soit à nouveau révisée pour enfin s'aligner sur les normes européennes.

Des mesures simples qui doivent permettre aux journalistes de se réapproprier leurs principes professionnels et reconquérir ainsi leur liberté dans le traitement de l'actualité.

C'est à ces conditions que le public pourra enfin retrouver une véritable diversité des sources d'information et faire à nouveau confiance dans le travail des journalistes.

Paris, le 9 novembre 2011